

À UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le déconfinement de la politique



Emmanuel Macron, le président de la République, au palais de l'Élysée, à Paris, le 26 avril. CHRISTIAN HARTMANN/REUTERS

Sarah Belouezzane, Olivier Faye, Franck Johannès, Abel Mestre et Sylvia Zappi,

A douze mois de la présidentielle, petites et grandes manœuvres ont commencé entre les états-majors

RÉCIT

Pour une fois, l'invité vedette de la matinale n'est pas médecin, même si on lui a longtemps prêté le pouvoir de lire dans les entrailles de l'opinion, tel un rebouteux tâtant le foie de son malade. Ce mercredi 5 mai, Patrick Buisson sort du silence sur Europe 1, profitant d'une rare accalmie médiatique sur le front du Covid-19 pour analyser le scénario de l'élection présidentielle de 2022. L'ex-journaliste d'extrême droite est convoqué en sa qualité de « *politologue, historien, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy* », selon les mots du présentateur, qui aurait pu ajouter à la liste des conseillés la présidente du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, et celui de Debout la France, Nicolas Dupont-Aignan.

Le septuagénaire est sûr de son fait : 2022 sera un match entre deux « *marchands de peur* », Emmanuel Macron et Marine Le Pen, qui s'accusent mutuellement de semer le « *chaos* » et la « *guerre civile* » en France. « *La crise des "gilets jaunes", l'explosion de l'insécurité dans les banlieues, le terrorisme, fait que les cartes sont aujourd'hui rebattues*, estime l'ancienne éminence grise. *Ce duel entre les marchands de peur, aujourd'hui, bien malin qui peut dire qui va l'emporter.* » Le maurassien s'est tout de même permis de désigner le terrain de l'affrontement : à droite. Là où une majorité d'électeurs se situent, affirment les études d'opinion. En 2020, 39 % des Français assuraient appartenir à ce camp selon l'IFOP, contre 13 % à gauche et 32 % au centre.

« **Recomposition politique** »

En dévoilant le calendrier de déconfinement dans un entretien à la presse régionale, le 30 avril, Emmanuel Macron ne s'est pas contenté de préciser quels seront les paliers de décompression jusqu'à l'été ; le chef de l'Etat a aussi donné le coup d'envoi de la campagne présidentielle. « *Dès le début du mois*

de juin, grâce au retour à une vie aussi normale que possible, je veux reprendre mon bâton de pèlerin et aller dans les territoires pour prendre le pouls du pays », a-t-il annoncé. Plus question de laisser le premier ministre, Jean Castex, ou le ministre de la santé, Olivier Véran, occuper l'antenne tous les jeudis après-midi avec leur conférence de presse hebdomadaire consacrée à l'épidémie de Covid-19. Une lente décrue s'étant installée dans les services de réanimation des hôpitaux, « il y a désormais une envie d'entendre autre chose que le sanitaire », veut croire une ministre, qui constate « un déconfinement de la politique ».

Emmanuel Macron entend montrer qu'il a un bilan à faire valoir avant de partir à la conquête d'un nouveau mandat. Le 19 avril, le chef de l'Etat défendait, sur deux pleines pages d'interview dans *Le Figaro*, son action en matière de lutte contre l'insécurité. « *Je me bats pour le droit à la vie paisible* », lance-t-il. Hasard ou nécessité, l'inquiétude par rapport à la délinquance est en nette augmentation dans la plupart des études depuis un an. Selon un sondage Ipsos pour *Le Monde*, publié fin avril, 25 % des personnes interrogées en font une de leurs trois principales préoccupations, un chiffre qui grimpe à 36 % chez les électeurs du parti Les Républicains (LR).

S'il est un domaine où le président de la République peut se prévaloir d'un bilan, c'est en tout cas celui de la déstabilisation de la droite. En 2017, déjà, le ralliement, entre autres, d'Edouard Philippe et de Bruno Le Maire avait secoué LR sur ses fondations. Quatre ans plus tard, Jean Castex a apporté sa contribution à cette entreprise de démolition. Le 2 mai, l'ancien secrétaire général adjoint de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy annonce dans *Le Journal du dimanche* une nouvelle étape de la « *recomposition politique* » du pays : un accord de premier tour vient d'être trouvé entre la majorité et le président sortant (LR) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, en vue des élections régionales des 20 et 27 juin. Il est prévu que la secrétaire d'Etat, Sophie Cluzel, proche du couple Macron, intègre la liste du Marseillais. Un joli coup, signé Thierry Solère, conseiller politique du chef de l'Etat et ancien cadre de LR. Le député des Hauts-de-Seine a coutume de répéter que les élus suivent les électeurs, et non l'inverse. Cette fois, Renaud Muselier pactise avec La République en marche (LRM), malgré les faibles intentions de vote des macronistes dans la région, afin de s'arroger les quelques voix qui lui permettront d'arriver en tête devant le RN.

Scandale et cris d'orfraie chez LR, où l'on dénonce un « *coup de poignard dans le dos* » de la part du candidat, ami de longue date de Christian Jacob, le patron du parti. Fut un temps où ils appartenaient, avec le maire de Troyes, François Baroin, à la génération des « *bébés Chirac* ». Aujourd'hui, les murs de la vieille maison tremblent ; il en va de la survie de l'ancienne UMP. Tolérer une telle alliance signifierait le fait que le parti n'est pas si différent d'Emmanuel Macron, et peut gouverner avec lui au niveau national. C'est d'ailleurs ce qu'avait suggéré le maire de Nice, Christian Estrosi, dans un entretien au *Figaro*, fin août 2020 : faire du président de la République le prochain candidat « *de la droite et du centre, face à la gauche* ». Comment, dans ce contexte, présenter une candidature crédible et indépendante en 2022 ?

« Tes amis sont malfaisants ! »

Mardi, dans le huis clos du comité stratégique de LR, François Baroin joue de la carte sensible avec Renaud Muselier. « *Tu ne vas pas être celui qui mettra une balle dans la tête de LR* », lui enjoint le Troyen. « *Tes amis sont malfaisants !* », ajoute Christian Jacob en référence à Christian Estrosi, encore lui, et au maire de Toulon, Hubert Falco, entremetteurs supposés du mariage avec Emmanuel Macron. Face à l'adversité, ces deux barons de la droite claquent la porte du parti, mercredi 5 et jeudi 6 mai. Renaud Muselier, lui, assure finalement qu'aucun ministre macroniste ne figurera sur sa liste. Vendredi, M^{me} Cluzel annonce qu'elle mènera finalement une liste LRM. Les cadres attendent encore de voir ce qu'il en sera réellement le 17 mai, date limite du dépôt des candidatures.

Pendant ce temps-là, Marine Le Pen travaille, elle aussi, à la recomposition de l'échiquier politique. En vue des élections régionales, deux députés européens issus de la droite classique ont été invités à se présenter en tête de liste du Rassemblement national : l'ancien ministre sarkozyste, Thierry Mariani, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et l'ex-député UMP Jean-Paul Garraud en Occitanie. Ce dernier a sorti les trompettes pour annoncer, mercredi, le ralliement du secrétaire général du groupe LR au conseil régional, Cédric Delapierre, qui veut « *rompre le sort du socialisme fait à la région* ». En Ile-de-France, Philippe Ballard, présentateur depuis un quart de siècle sur la chaîne d'information LCI, prend la tête de liste du parti à Paris. Un profil rassurant, symbole de cette bourgeoisie sans laquelle une présidentielle ne peut pas être gagnée, estiment certains au sein de l'extrême droite.

Depuis quelques semaines, la fille de Jean-Marie Le Pen lisse son image et son programme, afin de ne plus effrayer l'électeur de droite. A *L'Incorrect*, le mensuel des amis de Marion Maréchal, elle déclare, en avril, à propos des électeurs de François Fillon : « *Si un certain nombre de personnes ont ressenti que je ne leur avais pas parlé, c'est que nous n'avons pas fait ce qui était nécessaire.* » La députée du Pas-de-

Calais a, depuis, renoncé à la sortie de l'euro, et elle s'engage aujourd'hui à rembourser la dette contractée par l'Etat français si elle était élue présidente de la République. Sa traditionnelle fête du 1^{er}-Mai en mémoire de Jeanne d'Arc, dépouillée depuis plusieurs années de son folklore extrémiste, est l'occasion pour M^{me} Le Pen de poser sur la table des propositions à tonalité libérale, comme cette « *exonération totale d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu pendant cinq années* », qu'elle veut proposer aux créateurs d'entreprise de moins de 30 ans. Un électorat que la présidente du RN entend disputer à Emmanuel Macron, dont l'ambition affirmée est de « *bâtir la décennie de notre jeunesse* », au lendemain des mois de privations imposés par l'épidémie de Covid-19.

« À gauche, c'est Waterloo »

Face à ce duel, la gauche – ou plutôt les gauches – et les écologistes se comportent comme si la défaite à l'élection présidentielle de 2022 était déjà intégrée, et qu'il fallait se projeter sur la reconstruction, encore une fois. Depuis des mois, pourtant, tous chantent les louanges de l'union pour conjurer l'élimination promise au soir du premier tour par les sondages. Le 17 avril, le député européen d'Europe Ecologie-les Verts (EELV), Yannick Jadot, a ainsi invité ses amis roses, rouges et verts, dans un hôtel du 19^e arrondissement de Paris, pour préparer une « *riposte commune* ». Mais, au moment de la photo de la famille, La France insoumise (LFI) et le maire EELV de Grenoble, Eric Piolle, s'étaient déjà échappés, fâchés de la tentative de mise sur pied d'une candidature commune entre le Parti socialiste (PS) et les écologistes.

Rebelote le 1^{er} mai, à Lille, lors des manifestations pour la Fête des travailleurs. Karima Delli, tête de liste de l'union de la gauche (EELV, PS, Parti communiste, Génération.s et LFI) aux élections régionales dans les Hauts-de-France, vient saluer Jean-Luc Mélenchon dans la foule, mais la jeune femme se fait renvoyer dans les cordes. « *Vous êtes des faux jetons* », lui lance le député des Bouches-du-Rhône, mécontent de l'état de leurs négociations locales. Pour 2022, LFI et EELV prônent chacun l'union, mais, derrière eux, et demandent tant de garanties qu'il semble impossible pour les autres formations d'y concéder. Quant aux socialistes, ils paraissent plus préoccupés par l'obtention d'un bon accord pour les législatives, viatique de leur survie, ne sachant pas si la maire de Paris, Anne Hidalgo, compte se lancer à la présidentielle. « *A l'automne, ce sera le moment de prendre une décision* », a-t-elle botté en touche dans le JDD.

« *A gauche, c'est Waterloo morne plaine* », commente un ministre. Pendant que Macron, Marine Le Pen et le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, tentent pour leur part de bronzer au « *soleil d'Austerlitz* », comme dit le chef de l'Etat, en commémorant chacun de leur côté le bicentenaire de la mort de Napoléon. Le héros d'une partie de la droite. « *Emmanuel Macron n'est en aucun cas un homme de droite* », a tenté de rectifier M. Bertrand dans *Le Figaro*, jeudi, mais plutôt « *un calculateur froid, un destructeur* ». Sentiment renforcé en ce qui le concerne depuis que *Politico* a révélé la possible candidature dans sa région du très médiatique garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti. « *En instituant Marine Le Pen comme seule opposante, il met en place les conditions objectives de la victoire de l'extrême droite. C'est un danger mortel* », dénonce le candidat à la présidentielle. Qui cherche encore le remède à ce poison.